



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 64 404

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement
et des affaires foncières

PRÉFECTURE DE VAUCLUSE

ARRÊTÉ COMPLEMENTAIRE

SI 2004-06-18-0010-PREF

**Portant modification de l'arrêté préfectoral du 7 mai 1993
et prescrivant à la société TTC MALO une mise à niveau
de la plateforme de compostage de boues de STEP exploitée
au lieu-dit « Coudoulet Ouest » à Orange**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

- VU l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;
- VU le code de l'environnement dans sa partie législative, Livre V – Titre 1er ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 18, pris pour l'application de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement codifiée par le livre V du code de l'environnement ;
- VU la nomenclature des installations classées annexée au décret du 20 mai 1953 modifié ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 7 mai 1993 et 23 janvier 1995 autorisant la société TTC MALO à exploiter une plateforme de compostage de boues de STEP et à traiter des matières de vidange et des boues hydrocarburées ;
- VU la déclaration et le dossier du 23 décembre 2003 de la Société TTC MALO sur un projet d'aménagement de la plateforme de compostage ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 3 mai 2004 ;
- VU L'avis du Conseil Départemental d'Hygiène émis dans sa séance du 27 mai 2004 ;

CONSIDERANT que le projet d'aménagement de la plateforme de compostage de boues d'épuration urbaines et de déchets verts répond aux orientations du Plan et réduit l'impact de cette activité vis à vis de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

L'arrêté préfectoral du 7 mai 1993 est ainsi modifié pour ses articles 1 et 3 :

ARTICLE 1 :

Le tableau des rubriques autorisées est modifié ainsi qu'il suit ; aucun changement pour les rubriques 167 a-c (traitement de boues), 322 A B 3 (stockage et traitement des matières de vidanges), 98 bis C (dépôt de polymères) :

Nouvelle rubrique	Désignation de l'activité	Régime
2170	Fabrication des engrais et supports de culture: traitement des boues d'épuration urbaines et d'industrie agroalimentaires Capacité de traitement >10t/jour (ex rubrique 182-3 b)	Autorisation
2171	Dépôt d'engrais > 200 m3 (ex rubrique 183-A 2)	Déclaration
2260-1	Broyage, criblage, mélange de produits organiques naturels entrant dans la fabrication du compost Puissance de 525 KW (ex rubrique 182-3 b)	Autorisation
1530	Dépôt de bois inférieur à 20 000 m3 (ex rubrique 182-3 b)	Déclaration
2799	Déchets provenant d'installations nucléaires de base (déclaration du 6 octobre 1998)	Autorisation

ARTICLE 3.3 : Conditions d'exploitation

Le site sera réaménagé suivant le dossier du 23 décembre 2003 joint à la déclaration de modification de la société TTC MALO, y compris le secteur réservé au compostage de déchets verts seuls.

L'aire de murissement et de stockage du compost de 25 000 m² est aménagée pour une production annuelle de 45 000 m³.

La hauteur des tas ne devra pas dépasser 2,50 m afin d'en faciliter la manipulation.

Il conviendra de procéder à des retournements systématiques du compost, dont la fréquence sera déterminée par le suivi analytique des paramètres tels que humidité, température, rapport carbone sur azote.

Le stockage des matières en attente de traitement ne devra pas dépasser 24 heures. Cette durée devra être réduite en cas de dégagements de gaz nauséabonds.

La réception des matières de vidange se fera en fosse étanche couverte de capacité inférieure à 5400 m³.

Le stockage de supports carbonés sera limité au minimum nécessaire sans dépasser 2 000 tonnes, il se fera en vrac sur une aire de 2 500 m² prévue à cet effet.

Le compostage des boues (fermentation) se fera de façon accélérée, par aération forcée, en casiers confinés (bâches) ; l'installation sera pilotée suivant un process informatisé.

Outre les contrôles de réception prévus à l'article 6, un contrôle de fabrication du compost par lot et une traçabilité des boues reçues seront assurés conformément à l'instruction « Traçabilité du compost de boues » figurant dans le dossier.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire d'Orange, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon le, 18 JUL 2004

Pour le Préfet,
Le Sous-préfet chargé de mission
pour la politique de la ville


Philippe COSNARD